

CanadExport Le point sur Cahier spécial

Les fonds de développement et les institutions financières arabes et islamiques

Un marché à considérer

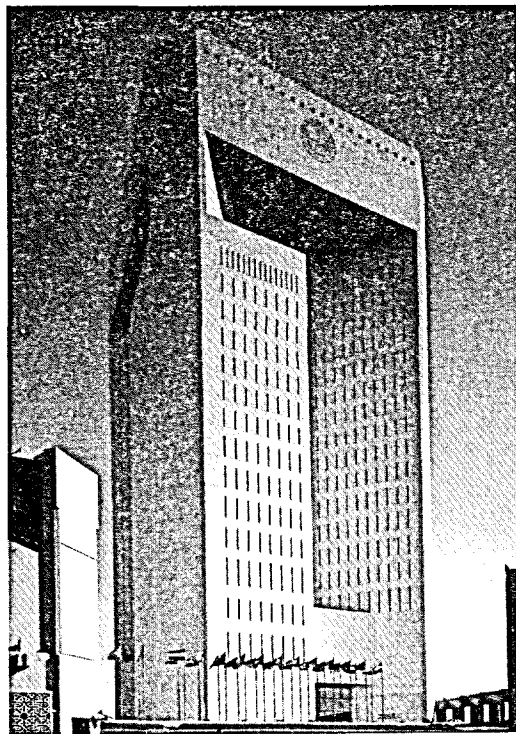
par Leopold Battel, directeur adjoint, Direction du financement des exportations, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Les divers fonds de développement et les différentes institutions financières dans la région du Golfe représentent une source d'occasions commerciales s'élevant à des millions de dollars pour les entreprises canadiennes — particulièrement si elles connaissent suffisamment les mécanismes, la structure et les méthodes propres à chaque institution.

La majorité des fonds de développement et des institutions financières régionales arabes et islamiques sont établis dans trois pays du Golfe — l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis — à l'exception de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et l'Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricoles, qui ont toutes deux leur siège au Soudan.

Les institutions se répartissent en fonds bilatéraux ou multilatéraux, qui sont une source d'aide au développement, et sous la forme d'institutions financières régionales, qui sont une source de financement de projets d'exportation et de commerce. Les banques commerciales de la région (voir p. VI) constituent aussi une source potentielle de financement privé d'investissements dans des projets d'infrastructure.

Les gens d'affaires canadiens seront heureux d'apprendre que ces fonds et institutions ne sont pas uniquement réservés aux fournisseurs de la région du Golfe. Les entreprises canadiennes qui parviennent à s'adapter aux particularités que présentent les institutions financières arabes et islamiques seront en bonne position pour profiter d'un marché dont la valeur devrait atteindre 100 milliards \$ d'ici à l'an 2000.



Banque islamique pour le développement — Djeddah

Le commerce et l'investissement sont prioritaires

Les pays du Golfe, dont les revenus pétroliers contribuent pour 40 % du produit intérieur brut, ont déployé des efforts considérables au cours des dernières années pour diversifier leur économie et la rendre moins dépendante du pétrole.

À mesure que la région se remet des conséquences de la guerre du Golfe, les pays qui s'y trouvent — notamment les six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), soit Bahreïn, le Koweït, le Qatar, Oman, l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis — s'appliquent fiévreusement à promouvoir le commerce et l'investissement. Pour ce faire, les membres du CCG ont commencé à harmoniser leurs droits de douane et à promouvoir la coopération économique entre les États membres, et la Ligue arabe envisage la création d'une zone de libre-échange d'ici à l'an 2008.

Ensemble, ces nations se sont toutes engagées à financer des projets de développement ouverts aux contractuels et aux fournisseurs étrangers, et ce, tant dans la région qu'à l'étranger.

Voir page VIII —
Un marché à considérer

Dans ce numéro

LES FONDS ARABES DE DÉVELOPPEMENT BILATÉRAL.....	II
LES INSTITUTIONS MULTILATÉRALES.....	III
LES INSTITUTIONS RÉGIONALES.....	VI
LES BANQUES COMMERCIALES ISLAMIQUES.....	VI
LES INSTITUTIONS SE CONSULTENT.....	VII
POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS.....	VIII